

Philosophie de la mondialisation capitaliste

Autrefois, on envoyait des armées pour conquérir et dévaliser d'autres nations. Aujourd'hui, grâce à la mondialisation, on tremble pour ses clients étrangers.



DIDIER MAURIN
Président et administrateur de Katleya Gestion à Genève

La mondialisation est devenue un parfait bouc émissaire. Bien qu'elle soit largement innocente, elle porte le poids de tous nos péchés. L'Etat-nation semble alors l'ultime recours, d'où la montée des souverainismes et des populismes.

Pourtant, si des milliards d'hommes et de femmes ont vu leur pouvoir d'achat augmenter au rythme du développement économique de leurs pays, c'est grâce à la mondialisation, même si l'euphorie de ce contexte de commerce mondial dynamisé ne suffit pas à occulter une carence de taille. Il n'existe, en effet, aucun gouvernement mondial pour réguler cette mondialisation, ce qui rend encore plus im-prévisible l'avenir vers lequel celle-ci nous conduit. Pas de gouvernance mondiale implique inévitablement un repli sur soi et un soulèvement des identités provo-

qué, entre autres, par la crainte de voir ses concurrents vendre moins cher que soi en raison de leurs salaires moins élevés. Il est clair que ce potentiel nivellement par le bas génère des frictions. La montée des inégalités en donne un exemple frappant mais, bien qu'elle soit souvent présentée comme le fruit inéluctable de l'ouverture des frontières de ces dernières décennies, cette affirmation est fautive. En effet, l'économiste David Autor a bien démontré que l'essor des importations a fait reculer l'emploi industriel localement, cependant, les économistes François Bourguignon et Branko Milanovic, eux, ont prouvé que la montée des inégalités au sein des pays s'est concomitamment accompagnée d'une baisse des inégalités entre pays. Autrement dit, la mondialisation contribuerait à rééquilibrer les déséquilibres entre nations. A la lumière de cette aberration, de sérieuses études

mettent à mal le protectionnisme conservateur de Trump pour qui la mondialisation a bon dos. De plus, l'ineptie d'une fiscalité beaucoup trop lourde est certainement bien plus responsable qu'elle du péril de l'emploi.

IL SERAIT PEUT-ÊTRE TEMPS D'ACCEPTER L'ÉVIDENCE, DE VOIR QUE LÀ OÙ C'EST BON POUR LES MILLIARDAIRES, C'EST AUSSI SOUVENT BON POUR LES SALARIÉS. Rappelons que le marxisme-léninisme a complètement échoué, aussi bien dans ses pratiques que dans ses thèses. Il est vrai que, à la faveur de la mondialisation, ce sont souvent les «paradis fiscaux» capitalistes qui donnent les meilleures perspectives aux salariés. Si vous observez la situation de la Suisse et des Pays-Bas par exemple, jugés très attractifs par

les multinationales, le chômage y a globalement disparu, les salaires sont élevés et une pénurie de main-d'œuvre sévit! Il serait peut-être temps d'accepter l'évidence, de voir que là où c'est bon pour les milliardaires, c'est aussi souvent bon pour les salariés, même si des soucis comme la cherté des prix de l'immobilier, demeurent. En fait, les libéraux ont raison, à savoir que «moins d'Etat» c'est effectivement «mieux d'Etat», et qu'une fiscalité légère assure la prospérité de milliers d'entrepreneurs qui, souvent, grâce à cette ère d'échanges planétaires, ont accès à des marchés d'envergure et se révèlent compétitifs. En se développant, elles créent des emplois et assurent ainsi le développement économique de leur nation.

Si les pays taxés de «paradis fiscaux» sont mal perçus, eux, en revanche, estiment leur fiscalité «normale», favorable à tous, et dans un contexte d'échanges mondialisés, attractive quand d'autres constituent des «enfers fiscaux». J'avoue avoir un pen-

chant pour ce raisonnement, d'autant qu'un développement économique favorable assure la paix sociale et que le racket fiscal ne génère aucune grandeur à un individu. Pire, un tel système n'en fait que l'esclave de l'Etat là où la grandeur philosophique de l'individu tient notamment dans le fait qu'il doit pouvoir conserver l'essentiel des revenus générés par son travail et ses investissements. Or, avec le mot «solidarité», certains pays à fiscalité très élevée entendent éveiller un sentiment de culpabilité chez l'individu qui, n'étant pas «racketté», ne serait donc pas «solidaire».

D'une idée de gauche à un concept de droite

Autrefois, on envoyait des armées pour conquérir et dévaliser d'autres nations. Aujourd'hui, grâce à la mondialisation, on tremble pour ses clients étrangers, on sou-haite qu'ils soient prospères pour nous acheter nos produits, et pas question de leur faire du mal, car pour le dire crûment, on ne «mas-sacre» pas ses clients.

Pour conclure, la portée intellectuelle négative du capitalisme est toute relative car, comme aimait à le rappeler les philosophes, le libéralisme a été inventé par des hommes de gauche, tel Tocqueville! Comme d'autres «socialistes-libéraux», il avait compris que le développement économique de milliers d'entreprises, perçu comme une tare, avait pourtant une conséquence positive, à savoir la création d'emplois et l'ap-provisionnement en biens et services nécessaires aux populations. Par la suite, le libéralisme est devenu un concept de droite car il est générateur de profits individuels, mais surtout parce que le communisme et sa collectivisation des moyens de production sont apparus et ont généré le succès qu'on leur connaît! La générosité du socialisme face à l'égoïsme du libéralisme individualiste, soi-disant! Aujourd'hui, après la chute du communisme, le débat a évolué en un «pour ou contre» la mondialisation. Il est loin d'être clos et son attractivité philosophique est indéniablement positive. ■